



Sous embargo jusqu'au 30 juin 2015 – 06h00 NZST (GMT +12)

Les infirmiers/ières et les travailleurs/euses de la santé dénoncent l'Accord de partenariat transpacifique (PTP)

ISP, Genève, 30 juin – Les infirmiers/ières, sages-femmes et travailleurs/euses de la santé de la région Pacifique, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord condamnent le PTP, cet accord commercial qui suscite de nombreuses controverses.

Dans une [lettre ouverte aux ministres du Commerce et aux chefs de gouvernement](#), 17 organisations d'infirmiers/ières ont déclaré qu'elles ne pouvaient déceintement pas rester silencieuses face à la menace trop importante que le PTP fait planer sur les soins de santé.

« Les principes de la couverture sanitaire universelle reposent sur un accès équitable à des soins de santé abordables », a déclaré Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'Internationale des Services Publics (ISP). « Or, le PTP vient justement mettre à mal ces principes. Lorsque les profits priment sur le personnel des systèmes de santé, les infirmiers/ières, les sages-femmes et les travailleurs/euses de la santé n'en connaissent que trop bien les risques. »

« A l'heure où les gouvernements du monde entier rapportent une hausse des coûts des soins de santé, leurs ministres du Commerce négocient un accord qui accentuera encore davantage ces coûts, dans le seul objectif d'accroître les marges bénéficiaires des multinationales. »

Cette lettre ouverte précise que le PTP fera grimper le prix des médicaments, dans la mesure où il faudra attendre encore plus longtemps pour avoir accès aux médicaments génériques, et où les entreprises pharmaceutiques pourront exercer une influence sans précédent sur les organismes décisionnels des gouvernements. En outre, l'inclusion de processus de mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et Etats (RDIE) empêchera les gouvernements d'apporter des modifications aux législations, pourtant nécessaires pour sauver des vies.

Cette lettre émet également certaines inquiétudes quant aux nombreux effets néfastes de cet accord qui viendra notamment limiter la capacité des gouvernements à réglementer les fournisseurs de soins de santé, imposer des restrictions au regard de l'étiquetage des aliments, qui permet aux consommateurs de savoir ce qu'ils mangent, et ouvrir la voie à une influence accrue des multinationales privées du secteur de la santé sur les politiques en matière de soins de santé.

Et Rosa Pavanelli d'ajouter : « Avec le débat sur la législation des accords accélérés aux Etats Unis, qui met en lumière la colère qui submerge les Américains comme le monde entier, les professionnel(le)s de la santé ont véritablement peur que la santé des populations ne soit reléguée au second plan, au profit des bénéfices commerciaux et d'une plus large marge de manœuvre géopolitique ».

« Le secret qui entoure cet accord vient occulter ses véritables conséquences. C'est pourquoi nous appelons à l'arrêt des négociations, à la publication de ce texte et à une évaluation des éventuels impacts de cet accord par des spécialistes qualifiés du secteur de la santé. Les décisions relatives aux soins de santé doivent s'opérer en toute transparence au sein de nos structures démocratiques, et non être considérées comme de simples marchandises. »

Une étude universitaire australienne a mis en lumière [de nombreuses inquiétudes au regard de l'impact du PTP](#). Cette étude s'appuyait sur les informations disponibles au regard du PTP, obtenues grâce à des fuites. Si les ministres du Commerce souhaitent nous assurer que le PTP ne posera aucun risque pour les soins de santé, cette déclaration devra reposer sur des preuves, et non sur une confiance aveugle.

****FIN****

Contact presse : Michael Whaites – Michael.whaites@world-psi.org – (+61) 414 550 386

L'Internationale des Services Publics (ISP) est une fédération syndicale internationale représentant 20 millions de femmes et d'hommes qui travaillent dans les services publics de 150 pays à travers le monde. L'ISP défend les droits humains et la justice sociale et promeut l'accès universel à des services publics de qualité. L'ISP travaille avec les Nations Unies et en partenariat avec des organisations syndicales et de la société civile et d'autres organisations.